

En décembre 2006, la Suisse compte 7 508 739 habitants dont 1 554 527 d'origine étrangère, soit près d'une personne sur cinq. Les ressortissants de l'ex-Yougoslavie (Bosnie Herzégovine, Serbie, Monténégro, Croatie, Macédoine et Slovénie) représentent le quart de la population étrangère. Viennent ensuite l'Italie (18,9%), le Portugal et l'Allemagne (11,2%), la Turquie (4,8%), la France (4,7%) et l'Espagne (4,4%). La population étrangère vit surtout dans les cantons urbains tels que Genève (37,3% de la population) ou Bâle-Ville (30,1%). Depuis 1997, l'immigration allemande gagne d'importance. En 2006, 24 900 Allemands migrent en Suisse.

Une population passée au scanner

La Suisse est devenue un pays d'immigration depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et ce sont les grandes vagues migratoires qui ont assuré la croissance de sa population. En 2006, la population de nationalité suisse augmente de 0,7% surtout du fait des naturalisations (46 700). Trois quarts de ces nouveaux citoyens viennent d'Europe, de l'ex-Yougoslavie

essentiellement. Le nombre de migrants passe de 82 100 en 2005 à 88 200 en 2006, soit un accroissement de 7,4%. Du fait des migrations, la Suisse est un des pays européens où la croissance démographique est relativement élevée (6,5‰).

On constate une petite embellie de la natalité en 2006: 500 naissances de plus qu'en 2005 (73 400 naissances en 2006). Le quart de ces bébés sont d'origine étrangère. Ce qui est étonnant, c'est que le nombre de naissances d'enfants d'origine suisse a augmenté par rapport à 2005 (+1,4%) alors que celui des enfants d'origine étrangère a baissé (-1,6%). Une femme a en moyenne 1,42 enfants en Suisse, c'est-à-dire moins que la moyenne des pays de l'UE (1,48). La chute de la natalité a été très rapide, passant de 2,7 enfants en 1964 à 1,5 enfant en 1978. En 2006, deux tiers des femmes qui accouchent ont légèrement plus de 30 ans, 30,7 exactement. La mortalité infantile est de 4,28‰ en 2007 (4,5‰ en 2002). A l'échelle mondiale, la Suisse se situe au 11e rang.

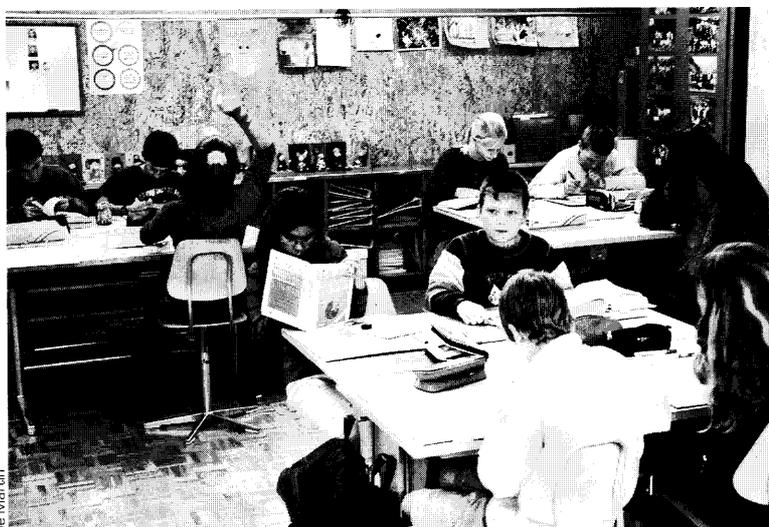
Les enfants de migrants à l'école obligatoire

Les classes sont de plus en plus multiculturelles et les différences sont grandes entre les cantons. Genève est celui qui compte le plus d'étrangers dans ses classes primaires: deux élèves sur cinq; et l'école est fréquentée par des enfants de plus de 160 pays. En 2006, les enfants étrangers sont nombreux dans les classes de la région lémanique (32,9%), au Tessin (27%), dans la Suisse du Nord-Ouest (26,2%), à Zurich (24,3%). Ils sont nettement moins nombreux en Suisse centrale (18,1%). Nombre de ces enfants parlent une autre langue que la langue d'enseignement: 30% dans la région lémanique, 27,3% dans la Suisse du Nord-Ouest, 27,2% à Zurich. Au Tessin, ce pourcentage est plus bas: 19,6%. En moyenne en Suisse, 22,9% des élèves des classes primaires sont de langue ou d'origine étrangères.

Les élèves étrangers sont quatre fois plus nombreux que les élèves suisses dans les classes d'enseignement spécial, réservées aux enfants en difficulté. Les enfants de Turquie y sont les plus nombreux, suivis de ceux de l'ex-Yougoslavie et du Portugal. En Argovie, un enfant immigré a huit fois plus de risques de fréquenter une telle classe qu'à Genève et trois fois plus qu'à Fribourg. De fait, ce sont les enfants étrangers de milieux défavorisés qui fréquentent ces classes et de nombreux cantons font l'amalgame entre les problèmes de langue et les difficultés d'apprentissage. Il existe une réelle hiérarchie entre les enfants venus d'ailleurs. Ceux qui viennent d'Europe occidentale et du Nord suivent bien leurs classes ainsi que les Italiens et les Espagnols de la seconde génération. Les disparités sont grandes après l'école obligatoire car un quart des jeunes étrangers ne suivent aucune formation contre 8% des jeunes suisses. C'est dire qu'il y a encore à faire pour que les enfants migrants des milieux défavorisés s'en tirent mieux. La volonté existe mais il faut compter avec le temps.

La Suisse et ses étrangers en chiffres

La Suisse comme tous les pays industrialisés est une terre d'immigration. Elle a besoin du travail des étrangers. L'Office fédéral de la statistique publie les derniers chiffres.



Dans les classes primaires genevoises, deux élèves sur cinq sont d'origine étrangère

© Philippe Martin

Source: OFS, Mémento statistique de la Suisse 2008



Quelques repères

La question de la formation des élèves migrants est relativement récente; on peut la dater de la fin des années 60 avec l'arrivée d'un nombre croissant de jeunes d'origine étrangère dans le cadre de mesures de regroupement familial. Face à cette nouvelle réalité, les cantons ont été amenés à mettre progressivement en place des dispositifs d'accueil (à Genève, par exemple, les classes d'accueil du secondaire I datent de 1968 alors qu'à Lausanne elles ont été instaurées en 1987). La crise des Balkans dans le milieu des années 90, en provoquant une arrivée massive de familles quittant les zones de guerre pour venir trouver refuge en Suisse, a contribué à modifier l'approche de ces questions. Devant faire face à un grand nombre d'enfants en âge de scolarisation ne maîtrisant pas la langue du lieu, les communes et les cantons ont dû imaginer, souvent dans l'urgence, des solutions d'accueil. Cette situation a provoqué dans l'opinion un mouvement visant à dénoncer l'impact négatif pour les élèves autochtones de la présence d'une proportion importante d'élèves ne maîtrisant pas la langue d'enseignement. Sur pression de certains milieux politiques, des cantons alémaniques ont tenté de répondre à cette question en créant des classes homogènes, formées des seuls élèves autochtones. Cette situation a conduit à mettre au centre du débat la question des risques de l'hétérogénéité sur le maintien de la qualité de l'enseignement (cf. *Promotion de la réussite scolaire et de l'égalité des chances en éducation*, CDIP, Etudes + Rapports 14 b, 2001).

La publication des résultats de l'enquête Pisa 2000 a également contribué à modifier la manière d'aborder la question de la formation des élèves migrants. Ces résultats ont mis en évidence l'impact sur les résultats en littérature du degré de maîtrise de la langue locale. A la suite de la publication de ces résultats, la CDIP a élaboré en 2003 une série de mesures axées en grande partie sur le soutien à apporter à l'apprentissage de la langue locale par les élèves allophones (dont la langue maternelle est autre que la langue locale).

Citons enfin, dans les dernières années, l'apparition de deux approches envisageant la diversité linguistique (et culturelle) présente dans les classes davantage comme une richesse et une source d'enrichissement mutuel que comme un problème, à savoir la perspective de *l'éveil aux langues* avec la publication en Suisse romande de la collection EOLE (Education et ouverture aux langues à l'école, Chr. Perregaux, 2003, CIIP) et les travaux du Conseil de l'Europe autour du *plurilinguisme*.

Un ensemble de projets menés en Suisse

Face aux situations que nous venons de décrire, des enseignants, seuls ou en collaboration avec leurs collègues, ont cherché à apporter des solutions. A plus large échelle, des écoles ou des cantons ont mis en place des projets qui ont conduit à générer des pratiques, des formes de collaboration et des dispositifs nouveaux.